

Jun
2016

MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,
CHARGE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE
DE L'ETAT

MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,
CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE



UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

EXECUTION DU BUDGET



**COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE
A L'EXECUTION DU BUDGET A FIN JUIN 2016**



SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	3
I- REALISATION DES RESSOURCES	4
1.1 Ressources budgétaires.....	5
1.1.1 Ressources intérieures	5
1.1.2 Ressources extérieures	8
1.2 Ressources de trésorerie	9
II-EXECUTION DES DEPENSES	10
2.1 Analyse de l'exécution des dépenses par type.....	10
2.1.1 Dépenses budgétaires	11
2.1.2 Dépenses de trésorerie	15
2.2 Analyse des dépenses d'investissement au regard de la capacité d'absorption des services.....	16
2.3 Analyse des dépenses par grandes fonctions	18
2.4 Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres	20
III- ANALYSE DES PAIEMENTS EFFECTUES	21
IV- EVOLUTION DES INDICATEURS DE SUIVI BUDGETAIRES	21
4.1 Plancher sur les dépenses pro-pauvres.....	22
4.2 Plancher sur les recettes budgétaires.....	22
CONCLUSION.....	23

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Situation de réalisation des ressources budgétaires de l'Etat à fin juin 2016	4
Tableau 2 : Situation des dépenses budgétaires par type à fin juin 2016.....	10
Tableau 3 : Situation d'exécution des dépenses d'investissement (hors dépenses post crise) par Ministère et Institution à fin juin 2016.....	17
Tableau 4 : Etat d'exécution des dépenses globales par grandes fonctions à fin juin 2016	18
Tableau 5 : Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin juin 2016.....	20
Tableau 6 : Etat des paiements effectués par les comptables par nature de dépenses à fin juin 2016	21

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Etat de mobilisation des ressources à fin juin 2016.....	5
Graphique 2 : Etat d'exécution des dépenses à fin juin 2016.....	11
Graphique 3 : Exécution des dépenses du budget de l'Etat par grande fonction à fin juin 2016.....	19
Graphique 4 : Dépenses d'investissement par grande fonction à fin juin 2016	19

LISTES DES ANNEXES

Annexe 1 : Cadrage de l'exécution budgétaire.....	24
Annexe 2 : Evolution des recettes fiscales budgétaires	25
Annexe 3 : Situation des dépenses par secteur et par fonction	26
Annexe 4 : Etat détaillé des dépenses par secteur et par fonction.....	27
Annexe 5 : Situation des dépenses par Ministère et Institution	29
Annexe 6 : Situation d'exécution des dépenses sociales	31
Annexe 7 : Etat d'exécution des dépenses pro pauvres.....	32
Annexe 8 : Gestion des délais de traitement des dossiers dans le SIGFiP.....	33

INTRODUCTION

L'exécution du budget au premier semestre 2016 a été caractérisée par des efforts importants de recouvrement des ressources, pour assurer le financement des projets de développement et de lutte contre la pauvreté du Gouvernement et par la maîtrise des dépenses de fonctionnement dans les limites fixées par la Loi des Finances.

Elle a bénéficié d'un environnement socio-politique favorable soutenu par le dynamisme de l'activité économique.

L'exécution du budget a également profité du climat socio-politique paisible, induit par les efforts permanents de consolidation de la cohésion sociale dont en témoigne la mise en place du Comité des experts chargé de l'élaboration du projet de nouvelle Constitution, que le Chef de l'Etat veut plus consensuelle à travers les consultations engagées avec notamment les parties politiques, la société civile les chefs religieux et traditionnels.

Au niveau économique, le succès du Groupe Consultatif tenu à Paris les 17 et 18 mai 2016 pour le financement du PND 2016-2020, à travers les annonces des partenaires économiques et financiers largement supérieures aux attentes et l'intérêt manifesté par le secteur privé, traduit une forte adhésion des investisseurs à la marche du Pays vers l'émergence à l'horizon 2020.

La présente communication a pour objet de présenter la situation d'exécution du budget au terme du premier semestre 2016, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses. Elle fait également le point de la mise en œuvre des engagements budgétaires de l'Etat.

I- REALISATION DES RESSOURCES

Les ressources mobilisées au premier semestre 2016 s'élèvent à **2 666,9 milliards** pour une prévision de **2 407,5 milliards**, soit un taux de réalisation de **110,8%**. Ces réalisations comprennent 2 618,2 milliards de ressources budgétaires (98,2% des recettes totales) et 48,8 milliards de ressources de trésorerie.

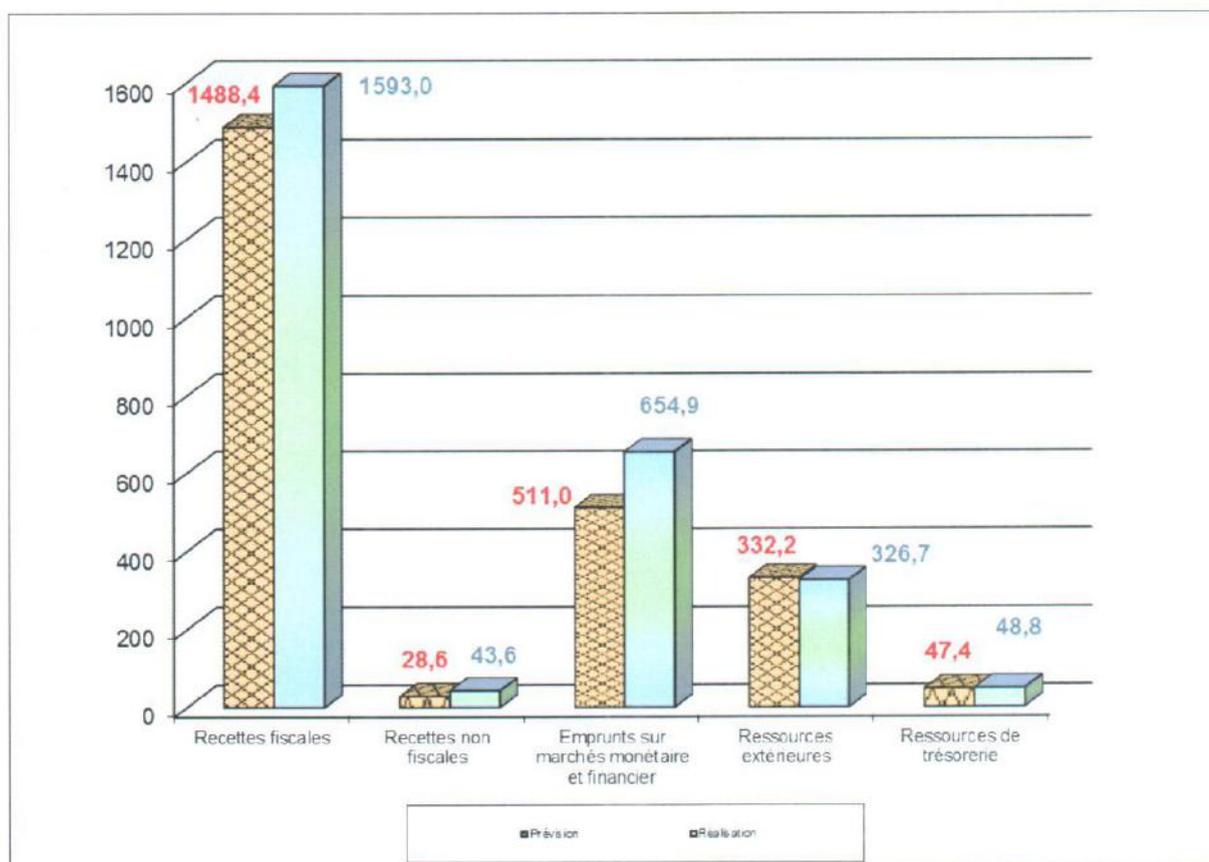
Tableau 1 : Situation de réalisation des ressources budgétaires de l'Etat à fin juin 2016

(En milliards de francs CFA)

Nature des ressources	Fin juin 2015			Fin juin 2016		
	Objectif du programme	Réalisation	Taux réalisation	Objectif	Réalisation	Taux réalisation
Ressources budgétaires	2 816,2	2 815,8	100,0%	2 360,2	2 618,2	110,9%
Ressources intérieures	2 346,5	2 342,4	99,8%	2 028,0	2 291,5	113,0%
Recettes fiscales	1 329,6	1 380,8	103,9%	1 488,4	1 593,0	107,0%
Recettes non fiscales	38,7	66,6	172,0%	28,6	43,6	152,5%
Emissions titres publics	978,2	895,0	91,5%	511,0	654,9	128,2%
Ressources extérieures	469,8	473,4	100,8%	332,2	326,7	98,3%
Appuis budgétaires	120,1	113,9	94,8%	0,0	73,8	
<i>dont FMI</i>	39,9	40,1	100,5%	0,0	0,0	
<i>AFD (C2D)</i>	73,8	73,8	100,0%	0,0	73,8	
Financement extérieur	349,7	359,5	102,8%	332,2	252,9	76,1%
<i>Dons-projets</i>	108,6	96,0	88,4%	95,5	77,5	81,2%
<i>Emprunts-projets</i>	241,1	257,5	106,8%	236,7	175,4	74,1%
<i>Dons-programmes</i>	0,0	6,0		0,0	0,0	
Ressources de trésorerie	57,0	56,7	99,6%	47,4	48,8	102,9%
Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA	50,2	50,2	100,0%	40,4	40,4	100,0%
TVA secteur électricité	6,8	6,6	96,3%	6,9	8,3	120,0%
Total Ressources	2 873,2	2 872,5	100,0%	2 407,5	2 666,9	110,8%

Source : DGBF-DGI-DGD-DGTCP-DGE

Graphique 1 : Etat de mobilisation des ressources à fin juin 2016



Sources : DGBF-DGI-DGD-DGTCP-DGE

1.1 Ressources budgétaires

Les ressources budgétaires ont été recouvrées à hauteur de **2 618,2 milliards** pour un objectif à fin juin de **2 360,2 milliards**, soit un taux de réalisation de **110,9%**. Ces réalisations sont constituées à **87,5%** de ressources intérieures et **12,5%** de ressources extérieures.

1.1.1 Ressources intérieures

Les ressources intérieures comprennent les recettes fiscales et non fiscales ainsi que les emprunts sur les marchés monétaire et financier. Elles ont été mobilisées à hauteur de **2 291,5 milliards** contre un objectif de **2 028 milliards**, dégageant un surplus de **263,5 milliards**.

➤ Recettes fiscales

Les recettes fiscales constituent **69,6%** des ressources intérieures. Elles ont été recouvrées à hauteur de **1 593 milliards** pour une prévision de **1 488,4 milliards**, soit un taux de réalisation de **107%**.

Ce niveau de recouvrement est principalement lié aux performances enregistrées dans le recouvrement de la taxe sur les produits pétroliers, des taxes à l'exportation (DUS), des droits d'enregistrement café-cacao, des taxes sur les marchandises générales ainsi que de l'impôt sur les revenus et salaires et des revenus du pétrole.

Les taxes sur les produits pétroliers ont été recouvrées à hauteur de 188,1 milliards pour un objectif de 128,4 milliards, soit un écart positif de 59,7 milliards. Cet écart se justifie par un excédent de volume mis à la consommation de 652 millions de litres (+22,8 millions de litres de gasoil et +42,4 millions de litres de super carburant) et par une taxation du gasoil plus favorable que prévue (244 francs/litre en réalisation contre 137,8 en prévision) en lien avec l'évolution favorable des cours internationaux du pétrole brut par rapport aux hypothèses de projection.

Les taxes à l'exportation (DUS) sont ressorties à 225,8 milliards, dégageant un surplus de 16,2 milliards par rapport à l'objectif. Ce surplus se justifie par un prix CAF du cacao plus élevé que prévu (1647,57 francs/kg en réalisation contre 1600 francs/kg en prévision) et par des exportations de cacao (fèves et transformés) de 884 849 tonnes excédentaires de 27 762 tonnes.

Les taxes sur les marchandises générales affichent un dépassement de 0,7 milliard grâce, notamment :

- à l'institution de l'évaluation des vérificateurs et aux visites à quai systématiques en cas d'alertes, qui ont contribué à l'amélioration du rendement des contrôles ;
- au ciblage des opérateurs à risque par la poursuite des travaux du comité de sélectivité ;
- à l'ouverture des bureaux frontières au dédouanement des marchandises non originaires de la CEDEAO;
- au déploiement de Webb Fontaine dans plusieurs bureaux frontières;
- et au contrôle accru des exonérations et de l'apurement des régimes suspensifs.

Les droits d'enregistrement café-cacao s'élèvent à 73,1 milliards. Ils enregistrent un écart positif de 16 milliards par rapport à l'objectif. Cet écart provient, d'une part des quantités relativement plus importantes de cacao soumises à la formalité de l'enregistrement (886,0 mille tonnes contre 714,8 mille tonnes prévues, soit une réalisation supplémentaire de 24%), et d'autre part, des prix meilleurs que ceux retenus lors des projections de recettes 2016 (1651¹ FCFA/Kg contre 1600 FCFA/Kg prévu).

L'impôt sur les revenus et salaires s'est établi à 215,9 milliards contre un objectif de 201,3 milliards, soit un surplus de 14,6 milliards. Ce résultat est imputable notamment

¹ Ce prix est celui du moment de l'enregistrement et peut être différent du prix au moment de l'exportation

aux efforts de recouvrement faits sur les arriérés (7,1 milliards) d'ITS de certains établissements publics nationaux.

Les revenus du pétrole, non initialement prévus au premier semestre, se sont situés à 11,7 milliards. Ils proviennent de l'encaissement au mois de mai, de la part Etat de l'enlèvement de pétrole brut du 1er avril 2016 sur lifting du bloc CI-40 initialement prévu pour le 4ème trimestre, selon le programme prévisionnel des enlèvements de pétrole brut de 2016.

Toutefois, l'effet de ces performances a été atténué par les gaps enregistrés au niveau du recouvrement de l'impôt sur le Bénéfice Industriel et Commercial (BIC) hors pétrole et gaz, de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, de la taxe sur les télécommunications et des revenus du gaz.

L'impôt BIC hors pétrole et gaz a été recouvré à hauteur de 164,4 milliards contre des prévisions de 170,3 milliards, soit un écart négatif de 5,9 milliards qui s'explique notamment par la persistance des difficultés dans certaines filières telles que l'hévéa et par des déductions liées aux investissements dans le secteur des télécommunications.

L'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers s'est situé à 32,8 milliards contre 35,5 milliards prévus, dégageant un gap de 2,7 milliards liée à l'IRVM (-2,8 milliards) dont les réalisations du premier semestre 2016 sont en deçà des tendances observées sur la même période en 2015, base de référence des projections 2016.

La taxe sur les télécommunications a été recouvrée à hauteur de 24,5 milliards contre 29,4 milliards attendus, soit un écart négatif de 4,9 milliards. Cette contreperformance est liée à une croissance du secteur des télécommunications sur le premier semestre 2016 moindre que prévue (9,5% de croissance contre +20% de prévue selon la Direction générale de l'Economie) et par des restes à recouvrer de 2 milliards à fin juin 2016.

Les revenus du gaz s'élèvent à 29,3 milliards contre 37,1 milliards prévus. Il se dégage un écart négatif de 7,8 milliards du fait d'une quantité de gaz facturée plus faible que celle qui était initialement projetée.

➤ **Recettes non fiscales**

Les recettes non fiscales se sont situées à 43,6 milliards pour une prévision de 28,6 milliards, dégageant un écart positif de 15 milliards. Ce niveau de réalisation comprend principalement :

- ✓ les recettes des services : **22,5 milliards** contre 6,9 milliards prévus, soit une plus-value de 15,6 milliards liée aux commissions sur transferts de fonds à l'étranger qui, non initialement attendues, ont été collectées à hauteur de 13,9 milliards ;
- ✓ les revenus du domaine : **15 milliards** contre 12 milliards prévus ;
- ✓ les dividendes: **2,3 milliards** contre 2,7 milliards prévus et comprenant essentiellement le recouvrement des dividendes de 2015 de la SIB (0,9 milliard),

de NSIA Banque (0,8 milliard), de la SODECI (0,1 milliard) et le recouvrement d'arriérés 2014 de la SIB (0,4 milliard);

- ✓ le Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR) : **3,4 milliard** contre 7 milliards prévus.

➤ Emissions de titres d'Etat

Les mobilisations de l'Etat sur les marchés monétaire et financier ont permis de mobiliser 654,9 milliards contre 511 milliards initialement prévus. Ce bon niveau de réalisation comprend 110 milliards de bons du Trésor, 279,9 milliards d'emprunts obligataires et 265 milliards d'obligations du Trésor dont 135 milliards au titre du SUKUK émis en 2015.

1.1.2 Ressources extérieures

Les **ressources extérieures** se sont établies à 326,7 milliards pour un objectif de 332,2 milliards, soit un taux de réalisation de **98,3%**. Ces ressources comprennent les tirages sur les emprunts-projets, les dons-projets et les appuis budgétaires.

Les tirages sur les **emprunts-projets** ont été mobilisés à hauteur de 175,4 milliards contre 236,7 milliards, soit un taux d'exécution de 74,1%. Ces ressources ont été recueillies principalement auprès des partenaires suivants :

- ✓ **Eximbank Chine : 104 milliards** pour financer principalement :
 - le projet d'extension et de modernisation du Port Autonome d'Abidjan (60 milliards) ;
 - le projet d'aménagement du barrage hydro-électrique de Soubré (36,7 milliards) ;
 - le projet d'aménagement de l'autoroute Abidjan-Grand-Bassam (7,3 milliards).
- ✓ **Banque Islamique de Développement, 31,8 milliards** au titre essentiellement :
 - de l'aménagement de la route Boundiali-Odiénné-Frontière Guinée (13,2 milliards) ;
 - du Programme National de Développement Communautaire (6 milliards) ;
 - de l'aménagement de la route Boundiali - Tengréla – Mali (4,7 milliards) ;
 - de la construction du Centre de Formation Professionnelle d'Agriculture et de Pêche de Bouna (2,8 milliards).
- ✓ **Banque Mondiale, 19,1 milliards** mobilisés pour financer :
 - le programme de renforcement du système de santé et la prévention contre la maladie à virus Ebola (9,6 milliards) ;
 - le projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences (6 milliards) ;

- le projet d'appui aux secteurs agricoles (3,5 milliards).
- ✓ **Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)**, 6,5 milliards principalement au titre du :
 - projet d'aménagement de l'axe Adzopé-Yakassé-Attobrou (3,7 milliards) ;
 - projet d'aménagement hydro-agricole de Sangopari (2,1 milliards).

Quant aux **dons-projets**, les tirages se sont situés à 77,5 milliards contre 95,5 milliards prévus, soit un taux de réalisation de 81,2%. Ces financements ont été obtenus auprès des bailleurs de fonds ci-après :

- ✓ **Fonds Mondiale de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme (GLOBAL FUND, USA)** : 35,8 milliards dont 32,8 milliards au titre du financement de la lutte contre le Paludisme ;
- ✓ **Banque Mondiale (BM)** : 11,3 milliards pour soutenir principalement le projet Filets sociaux productifs (3,8 milliards) ainsi que le programme de renforcement du système de santé et la préparation à la Lutte contre Ebola (3,7 milliards) ;
- ✓ **Union Européenne (UE)** : 12,6 milliards dont 4,8 milliards pour la modernisation du système judiciaire et pénitentiaire et 3,7 milliards pour l'accompagnement du secteur banane et 2,7 milliards pour la construction du poste de contrôle juxtaposé de Noé ;
- ✓ **Fonds International pour le Développement de l'Agriculture (FIDA)** : 5,5 milliards au titre principalement de l'appui à la production agricole et à la commercialisation (PROPACOM-Bouaké) à hauteur de 4,3 milliards ;
- ✓ **Banque Africaine de développement (BAD)** : 3,6 milliards au titre du projet d'appui aux infrastructures agricoles de l'Indénié-Djuablin.

Par ailleurs, des **appuis budgétaires** d'un montant total de 73,8 milliards ont été obtenus auprès de l'Agence Française de Développement dans le cadre du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D).

1.2 Ressources de trésorerie

Outre les ressources budgétaires recouvrées, 48,8 milliards ont été enregistrés au titre des recettes de trésorerie avec :

- ✓ 40,4 milliards de remboursement de crédits de TVA ;
- ✓ 8,3 milliards de recettes de TVA affectées au secteur électricité.

II-EXECUTION DES DEPENSES

2.1 Analyse de l'exécution des dépenses par type

Les dépenses exécutées à fin juin 2016 s'élèvent à **2 490,7 milliards** pour un objectif de 2 603 milliards, soit un taux d'exécution de **95,7%**.

Ces dépenses comprennent **2 442 milliards** de dépenses budgétaires (98% des dépenses totales) et **48,8 milliards** de Dépenses de trésorerie (2%).

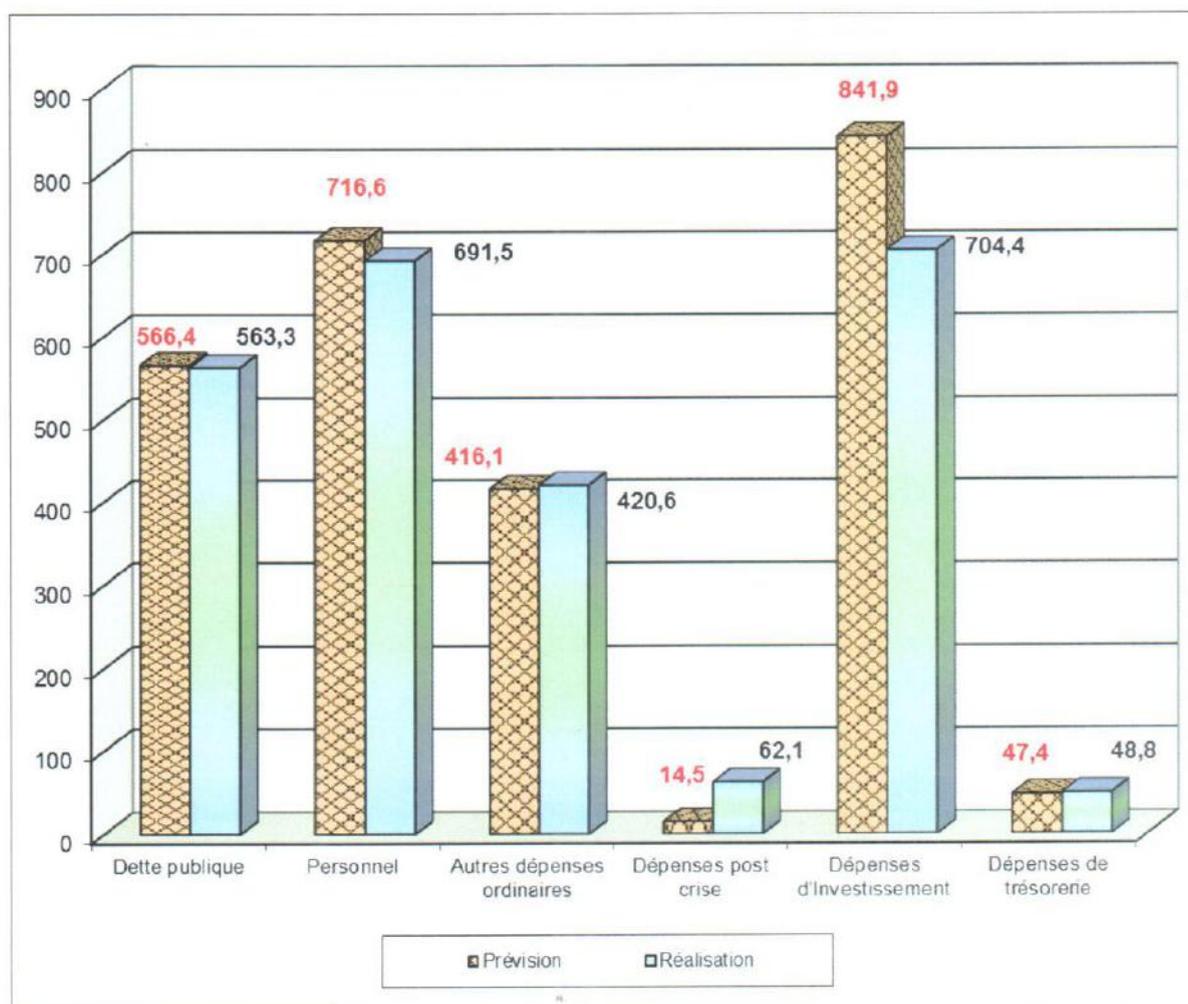
Tableau 2 : Situation des dépenses budgétaires par type à fin juin 2016

(En milliards de francs CFA)

Nature des dépenses	Fin juin 2015			Fin juin 2016		
	Objectif du programme	Réalisation	Taux réalisation	Objectif	Réalisation	Taux réalisation
Dépenses budgétaires	2 400,9	2 514,9	104,7%	2 555,6	2 442,0	95,6%
Dette publique	518,0	571,8	110,4%	566,4	563,3	99,4%
Dette intérieure	300,0	352,5	117,5%	325,6	320,0	98,3%
Dette extérieure	218,0	219,3	100,6%	240,8	243,3	101,0%
Dépenses ordinaires	1 152,3	1 167,9	101,4%	1 132,7	1 112,1	98,2%
Personnel	663,9	638,8	96,2%	716,6	691,5	96,5%
Abonnement	31,2	31,1	99,7%	34,9	34,0	97,5%
Subventions et transferts	167,3	214,2	128,0%	164,9	171,4	103,9%
Autres dépenses de fonctionnement	289,8	283,9	97,9%	216,3	215,2	99,5%
Dépenses de sécurité et d'élections	33,7	55,7	165,1%	14,5	62,1	428,0%
Dépenses financées sur ressources intérieures	28,0	49,7	177,3%	14,5	62,1	428,0%
Dépenses financées par les Bailleurs	5,7	6,0	105,3%	0,0	0,0	
Dépenses d'investissement	696,9	719,5	103,2%	841,9	704,4	83,7%
Investissements financés sur ressources intérieures	347,2	365,5	105,3%	509,7	451,6	88,6%
Investissements financés par emprunts et dons	349,7	353,5	101,1%	332,2	252,9	76,1%
Dépenses de trésorerie	57,0	56,7	196,3%	47,4	48,8	102,9%
Remboursement de crédits de TVA	50,2	50,2	100,0%	40,4	40,4	100,0%
Reversement de TVA au secteur électricité	6,8	6,6	96,3%	6,9	8,3	120,0%
TOTAL DEPENSES	2 457,9	2 571,6	104,6%	2 603,0	2 490,7	95,7%

Source : DGBF-DGTCP

Graphique 2 : Etat d'exécution des dépenses à fin juin 2016



Sources : DGBF-DGTCP

2.1.1 Dépenses budgétaires

Prévues à **2 555,6 milliards** à fin juin 2016, les dépenses budgétaires ont été réalisées à hauteur de **2 442 milliards**, soit un taux d'exécution de 95,6%.

➤ Service de la dette publique

Le service de la dette publique a été exécuté à 563,3 milliards contre une prévision de 566,4 milliards, soit une sous consommation de 3,1 milliards. Il se répartit entre la dette intérieure à hauteur de 56,8% et la dette extérieure pour un niveau de 43,2%.

La dette intérieure a été exécutée à hauteur de 320 milliards contre 325,6 milliards initialement prévus, soit une sous-consommation de 5,6 milliards.

Le règlement des échéancés de la dette intérieure concerne principalement les bons du Trésor (133,7 milliards), les emprunts obligataires (62 milliards), les obligations du Trésor (60,2 milliards), la dette BCEAO (19,9 milliards), la dette titrisée de la BIAO (10,9 milliards) ainsi que la dette SIR restructurée (7,7 milliards).

S'agissant du service de **la dette extérieure**, il a été exécuté à 243,3 milliards contre une prévision de 240,8 milliards, soit un dépassement de 2,5 milliards lié essentiellement

aux frais et commissions. Les règlements ont porté principalement sur les échéances des créanciers membres du Club de Paris (99,6 milliards), les intérêts des Eurobonds 2014-2024 (88 milliards) et le remboursement d'autres créanciers tels que la Chine et l'Inde (12,1 milliards). Il inclut également les échéances du FMI (17 milliards), de la BID (6,6 milliards), de l'UEMOA (3,7), et de la BOAD (2,8 milliards).

➤ **Dépenses de personnel**

Les **charges de personnel** se sont établies à fin juin 2016 à **691,4** milliards pour des prévisions de 716,6 milliards, soit une sous-consommation de **25,1** milliards, expliquée essentiellement par le retard dans la transmission à la Solde de dossiers de premiers mandatements des nouveaux recrutements de l'année 2016. Des séances techniques ont lieu entre les services de la Fonction Publique et de la Solde afin d'accélérer le traitement des dossiers par les Ministères techniques et leur transmission à la Solde, dans le but de résorber ces économies d'ici la fin de l'année.

Les dépenses de personnel exécutées comprennent :

- ✓ le salaire des fonctionnaires (482,7 milliards) ;
- ✓ la solde de la police (38 milliards) ;
- ✓ la solde des militaires (72,3 milliards) ;
- ✓ les subventions d'équilibre-personnel accordées aux EPN et autres organismes (58,5 milliards) ;
- ✓ le salaire du personnel des institutions (21,4 milliards) ;
- ✓ les subventions aux charges salariales des collectivités décentralisées (3,1 milliards) ;
- ✓ la rémunération du personnel local des ambassades, attachés de défense et autres dépenses de personnel (15,4 milliards).

➤ **Dépenses d'abonnement**

Les dépenses d'abonnement s'élèvent à 34,0 milliards contre 34,9 milliards prévus et portent sur les consommations d'électricité (26,7 milliards), de téléphone (4,5 milliards) et d'eau (2,8 milliards).

➤ **Subventions et transferts**

Les **subventions et transferts** s'élèvent à 171,4 milliards contre 164,9 milliards prévus et comprennent principalement :

- ✓ la subvention aux écoles privées (44,4 milliards) ;
- ✓ la subvention aux Etablissements Publics Nationaux (33,8 milliards) ;
- ✓ les bourses et kits scolaires (19,2 milliards) ;
- ✓ les transferts aux ambassades et représentations de la Côte d'Ivoire à l'étranger (10,9 milliards) ;
- ✓ la subvention à la filière coton (6,8 milliards) ;

- ✓ les transferts aux collectivités et districts (5,5 milliards) ;
- ✓ la subvention au secteur électricité (2,6 milliards).

➤ **Autres dépenses de fonctionnement**

Les autres dépenses de fonctionnement se sont établies à 215,2 milliards contre une prévision de 216,3 milliards.

Le montant exécuté porte principalement sur les charges de fonctionnement des services (214,7 milliards).

➤ **Dépenses d'investissement**

Les **dépenses d'investissement (hors dépenses de sécurité)** ont été exécutées à hauteur de 704,4 milliards à fin juin 2016 contre un objectif fixé à 841,9 milliards, soit un taux d'exécution de **83,7%**. Ces dépenses ont été financées à 64,1% sur les ressources intérieures et à 35,9% par les ressources extérieures.

Au titre du **financement intérieur**, les dépenses exécutées se situent à 451,6 milliards, représentant **88,6%** de l'objectif fixé à 509,7 milliards. Cette sous-consommation s'explique par la suspension de l'engagement des projets du deuxième C2D dont les conventions n'avaient pas été signées et des retards sur certains projets. .

Le niveau d'exécution comprend le programme d'investissement routier financé à travers le FER (43,0 milliards), les projets de construction et de réhabilitation des Universités (43,2 milliards), les projets financés à travers le Contrat de Désendettement et de Développement (44,1 milliards), les projets exécutés dans le cadre du Programme Présidentiel d'Urgence (66 milliards), l'aménagement du barrage hydroélectrique de Soubré (7,1 milliards) ainsi que la poursuite de la mise en place de la Couverture Maladie Universelle (10,2 milliards).

Les dépenses d'investissement sur financement intérieur couvrent également la souscription au capital d'organismes internationaux notamment la BAD et AFREXIM-BANK (18,9 milliards), le projet de renaissance des infrastructures de Côte d'Ivoire (16 milliards), le fonds d'études (9,4 milliards), la modernisation et l'extension de l'aérogare fret de l'aéroport d'Abidjan (5 milliards) ainsi que la réhabilitation de l'hôtel Masseran à Paris (5 milliards).

Au titre du **financement extérieur**, les investissements ont été réalisés à hauteur de 252,9 milliards pour un objectif de 332,2 milliards, soit un taux d'exécution de **76,1%**. Ce niveau d'exécution se répartit entre les emprunts-projets et les dons-projets.

Les **emprunts-projets** exécutés à hauteur de 175,4 milliards, enregistrant un gap de 61,3 milliards en rapport avec le retard dans l'exécution de nombreux projets notamment :

- ✓ le projet de développement et de réhabilitation du réseau électrique : 28,4 milliards non exécutés ;
- ✓ l'aménagement de l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké : 14,2 milliards;
- ✓ le bitumage de l'axe Odienné - Gbeleban : 11,6 milliards;
- ✓ le bitumage de l'axe Agboville-Cechi : 9,7 milliards;

- ✓ l'exploitation des champs captants de Bonoua : 9,5 milliards;
- ✓ la construction d'ouvrages métalliques : 9,3 milliards;
- ✓ l'approvisionnement en eau potable des régions du Goh et de la Marahoué : 8,1 milliards;
- ✓ l'aménagement de la route Blolequin-Toulépleu : 6,9 milliards non exécutés.

Le niveau d'exécution comprend notamment le projet d'extension et de modernisation du Port Autonome d'Abidjan (60 milliards), l'aménagement du barrage hydro-électrique de Soubré (36,7 milliards) et l'aménagement de l'autoroute Abidjan-Grand-Bassam (7,3 milliards).

L'exécution des emprunts-projets concerne également :

- ✓ l'aménagement de la route Boundiali-Odiénné-Frontière Guinée (13,2 milliards),
- ✓ le renforcement du système de santé et la préparation à la lutte contre Ebola (9,7 milliards),
- ✓ le Programme National de Développement Communautaire (6 milliards),
- ✓ le projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences (6 milliards),
- ✓ l'aménagement de la route Boundiali - Tengréla – Mali (4,7 milliards),
- ✓ le projet régional sur l'autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel (4,3 milliards)
- ✓ le projet d'aménagement de la zone franche technologique de Grand Bassam (4 milliards).
- ✓ la construction du Centre de Formation Professionnelle d'Agriculture et de Pêche de Bouna (2,8 milliards).
- ✓ le projet d'appui aux secteurs agricoles (3,5 milliards).
- ✓ le projet d'aménagement de l'axe Adzopé-Yakassé-Attobrou (3,7 milliards) ;
- ✓ ainsi que le projet d'aménagement hydro-agricole de Sangopari (2,1 milliards).

Le niveau d'exécution des **dons-projets**, s'est établi à 77,5 milliards pour un objectif de 95,5 milliards, soit un taux de **81%**. Ce niveau d'exécution porte principalement sur

- ✓ le projet de lutte contre le paludisme (32,8 milliards) ;
- ✓ l'appui à la réforme et la modernisation du système juridique et pénitentiaire (4,8 milliards) ;
- ✓ l'appui à la production agricole et à la commercialisation-PROPACOM Bouaké (4,3 milliards).;
- ✓ l'appui à l'accompagnement du secteur banane (3,7 milliards) ;
- ✓ l'appui aux infrastructures agricoles de l'Indénié-Djuablin (3,6 milliards) ;
- ✓ le renforcement du système de santé et de préparation à la lutte contre Ebola (3,8 milliards).

- ✓ le projet Filets sociaux productifs (3,8 milliards)
- ✓ ainsi que la construction du poste de contrôle juxtaposé de Noé (2,7 milliards).

Le faible niveau d'exécution des dons-projets s'explique par la non réalisation d'importants projets tels que :

- ✓ le programme de restructuration et de mise à niveau des industries (12,1 milliards prévus);
- ✓ l'aménagement de la route allant du pont de la Comoé à Abengourou (8,7 milliards prévus);
- ✓ la construction du stade Olympique d'Ebimpé (6,1 milliards prévus);
- ✓ la construction de l'échangeur de l'amitié ivoiro-japonaise (5,9 milliards prévus).

➤ **Dépenses de sécurité et élections**

Ces dépenses ont été exécutées à hauteur de 62,1 milliards contre une prévision de 14,5 milliards liée à la prise en compte des nouveaux défis sécuritaires. Ce niveau d'exécution intègre notamment les dépenses de sécurité réalisées dans le cadre des activités du Conseil National de Sécurité (33,9 milliards) et de la Cellule de Coordination, de Suivi et de Réinsertion (ex-ADDR) pour 6,7 milliards.

2.1.2 Dépenses de trésorerie

Les dépenses de trésorerie ont été effectuées pour un montant de 48,8 milliards. Elles portent sur le remboursement de crédits de TVA (40,4 milliards) et le reversement de la part des recettes de TVA affectée au secteur de l'électricité (8,3 milliards).

2.2 Analyse des dépenses d'investissement au regard de la capacité d'absorption des services

Les dépenses d'investissement (hors dépenses de sécurité et d'élections) exécutées par les Ministères et institutions se sont élevées à 704,4 milliards à fin juin 2016, correspondant à un taux d'exécution de 38,3% par rapport aux dotations budgétaires annuelles (contre 48% à fin juin 2015). Ce niveau d'exécution est lié en grande partie à la suspension de l'engagement des projets du deuxième C2D dont les conventions sont en cours de signature. Ce faible taux est également lié au retard accusé dans la régularisation de certains projets exécutés par les bailleurs de fonds en dehors du SIGFIP. Cette régularisation devrait intervenir à partir du mois de juillet après la production des rapports d'exécution du premier semestre par les chefs de projets.

Tableau 3 : Situation d'exécution des dépenses d'investissement (hors dépenses post crise) par Ministère et Institution à fin juin 2016

En FCFA

Ministères/Institutions	Dotation 2016 (budget) (A)	Dotation 2016 (budget ajusté) ² (B)	Exécution SIGFIP (C)	Taux d'exécution SIGFIP (D) = C / A	Exécution fin juin 2016 (y/c avances)	Taux d'exécution	
						Base budget	Base budget ajusté
Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	5 183 075 166	5 183 075 166	0	0,0%	0	0,0%	0,0%
Ministère de l'Habitat et du Logement Social	11 742 866 812	11 742 866 812	0	0,0%	0	0,0%	0,0%
Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	23 257 724 264	23 257 724 264	101 617 191	0,4%	101 617 191	0,4%	0,4%
Ministère des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques	1 089 105 785	1 089 105 785	25 455 000	2,3%	25 455 000	2,3%	2,3%
Ministère de la Promotion de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfant	1 392 276 709	1 392 276 709	68 798 589	4,9%	68 798 589	4,9%	4,9%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	5 492 507 430	5 212 807 430	332 863 706	6,1%	345 309 950	6,3%	6,6%
Ministère de l'Education Nationale	103 842 887 617	98 046 987 617	6 983 247 845	6,7%	6 983 247 845	6,7%	7,1%
Ministère de l'Industrie et des Mines	32 631 460 896	4 062 150 819	2 207 500 000	6,8%	2 207 500 000	6,8%	54,3%
Ministère de la Salubrité Urbaine et de l'Assainissement	12 009 721 063	12 009 721 063	886 474 163	7,4%	1 886 474 163	15,7%	15,7%
Ministère des Sports et des Loisirs	20 561 769 915	20 561 769 915	2 250 884 958	10,9%	2 250 884 958	10,9%	10,9%
Ministère de la Construction et de l'Urbanisme	5 457 943 163	5 457 943 163	276 250 000	5,1%	824 250 000	15,1%	15,1%
Ministère des Affaires Etrangères	4 436 291 231	4 436 291 231	733 256 090	16,5%	733 256 090	16,5%	16,5%
Ministère de l'Entrepreneuriat national, de l'Artisanat et de la Promotion des PME	3 245 226 633	3 245 226 633	541 639 085	16,7%	541 639 085	16,7%	16,7%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	1 182 951 480	1 182 951 480	216 881 815	18,3%	216 881 815	18,3%	18,3%
Ministère des Infrastructures Economiques	492 378 058 590	492 378 058 590	92 807 730 278	18,8%	92 807 730 278	18,8%	18,8%
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	9 896 371 799	9 896 371 799	2 505 406 693	25,3%	2 505 406 693	25,3%	25,3%
Ministère du Tourisme	1 595 123 061	1 595 123 061	425 000 000	26,6%	425 000 000	26,6%	26,6%
Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	2 137 977 320	2 137 977 320	578 436 276	27,1%	578 436 276	27,1%	27,1%
Ministère de la Solidarité, de la Cohésion sociale et de l'Indemnisation des Victimes	600 000 000	600 000 000	53 950 000	9,0%	168 452 510	28,1%	28,1%
Ministère des Eaux et Forêts	4 178 900 000	4 178 900 000	1 201 180 069	28,7%	1 201 180 069	28,7%	28,7%
Ministère auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances	82 097 712 102	82 097 712 102	13 591 649 780	16,6%	28 930 563 632	35,2%	35,2%
Ministère de la Communication	1 063 979 127	1 063 979 127	220 168 384	20,7%	320 168 384	30,1%	30,1%
Ministère de la Justice	14 660 852 678	14 660 852 678	5 232 524 345	35,7%	5 232 524 345	35,7%	35,7%
Ministère du Pétrole et de l'Energie	126 643 903 940	126 643 903 940	47 813 535 616	37,8%	54 370 920 800	42,9%	42,9%
Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	22 019 351 285	22 019 351 285	8 380 584 540	38,1%	8 380 584 540	38,1%	38,1%
Ministère auprès du Premier Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat	229 262 948 603	186 615 455 263	90 720 356 983	39,6%	90 740 356 983	39,6%	48,6%
Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique	143 624 115 937	143 624 115 937	69 309 676 276	48,3%	69 879 676 276	48,7%	48,7%
Primature	48 286 869 697	48 286 869 697	23 461 738 121	48,6%	23 524 589 437	48,7%	48,7%
Assemblée Nationale	1 100 000 000	1 100 000 000	550 000 000	50,0%	550 000 000	50,0%	50,0%
Médiateur	157 422 622	157 422 622	78 711 311	50,0%	78 711 311	50,0%	50,0%
Cour des Comptes	595 180 650	595 180 650	297 590 325	50,0%	297 590 325	50,0%	50,0%
Commission Electorale Indépendante	330 888 358	330 888 358	165 444 179	50,0%	165 444 179	50,0%	50,0%
Parquet Général	200 188 266	200 188 266	100 094 133	50,0%	100 094 133	50,0%	50,0%
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	97 488 543 447	97 488 543 447	50 073 648 590	51,4%	50 073 648 590	51,4%	51,4%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Emploi des Jeunes et du Service Civique	25 825 674 484	25 825 674 484	15 129 890 525	58,6%	15 129 890 525	58,6%	58,6%
Ministère du Plan et du Développement	20 581 575 003	20 581 575 003	13 400 046 551	65,1%	13 400 046 551	65,1%	65,1%
Ministère du Commerce	501 464 962	501 464 962	330 445 278	65,9%	812 208 333	162,0%	162,0%
Ministère de l'Economie Numérique et de la Poste	6 793 863 242	6 793 863 242	5 619 234 550	82,7%	5 619 234 550	82,7%	82,7%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	53 064 631 759	53 064 631 759	44 473 621 734	83,8%	44 473 621 734	83,8%	83,8%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	16 825 357 127	16 825 357 127	14 651 976 358	87,1%	14 651 976 358	87,1%	87,1%
Ministère des Transports	77 700 105 201	77 700 105 201	74 120 567 850	95,4%	83 050 060 956	106,9%	106,9%
Présidence de la République	23 929 668 637	23 929 668 637	21 045 855 857	87,9%	28 284 840 104	118,2%	118,2%
Ministère délégué auprès de la Présidence de la République, charge de la Défense	2 633 829 629	2 633 829 629	686 854 130	26,1%	5 131 665 888	194,8%	194,8%
Total	1 737 700 365 690	1 660 407 962 273	611 650 787 174	35,2%	657 069 938 446	37,8%	39,6%
Comptes spéciaux	102 644 573 833	102 644 573 833	47 366 987 027	46,1%	47 366 987 027	46,1%	46,1%
TOTAL GENERAL	1 840 344 939 523	1 763 052 536 106	659 017 774 201	35,8%	704 436 925 473	38,3%	40,0%

Source : DGBF

² En vue d'évaluer la capacité d'absorption réelle des ministères, leurs dotations ont été ajustées en déduisant les crédits inscrits au titre de certains projets notamment, les dons exécutés par les bailleurs eux-mêmes.

2.3 Analyse des dépenses par grandes fonctions

Les dépenses du budget de l'Etat exécutées au premier semestre 2016, se répartissent selon les fonctions principales comme suit.

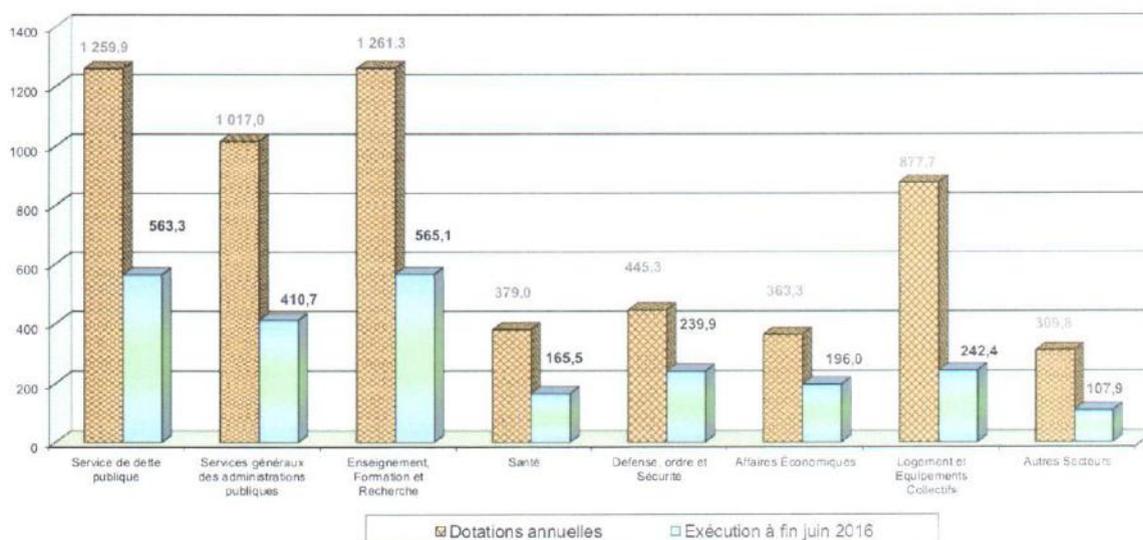
Tableau 4 : Etat d'exécution des dépenses globales par grandes fonctions à fin juin 2016

(En milliards de F CFA)

Grandes fonctions	Budget voté (1)	Budget actuel (2)	Exécution à fin juin 2016				Proportion	Taux d'exécution (4)=(3)/(2)
			SIGFIP	Avances de trésorerie	Opérations de trésorerie	TOTAL dépenses (3)		
Service de dette publique	1 259,9	1 259,9	563,3			563,3	22,6%	44,7%
Services généraux des administrations publiques	1 040,0	1 017,0	288,4	73,6	48,8	410,7	16,5%	40,4%
<i>dont Institutions</i>	<i>125,7</i>	<i>142,5</i>	<i>83,1</i>	<i>53,1</i>		<i>136,2</i>	<i>5,5%</i>	<i>95,5%</i>
<i>-Services Economiques et Financiers</i>	<i>241,9</i>	<i>247,0</i>	<i>80,2</i>	<i>12,5</i>	<i>48,8</i>	<i>141,4</i>	<i>5,7%</i>	<i>57,3%</i>
<i>-Autres Services Généraux</i>	<i>672,5</i>	<i>627,5</i>	<i>125,1</i>	<i>8,0</i>	<i>0,0</i>	<i>133,1</i>	<i>5,3%</i>	<i>21,2%</i>
Enseignement, Formation et Recherche	1 235,3	1 261,3	565,1	0,0	0,0	565,1	22,7%	44,8%
Santé	349,7	379,0	165,0	0,5	0,0	165,5	6,6%	43,7%
Affaires Économiques	331,2	363,3	180,8	15,2	0,0	196,0	7,9%	53,9%
Défense, ordre et sécurité	446,0	445,3	186,2	53,7	0,0	239,9	9,6%	53,9%
Logement et Equipements Collectifs	857,2	877,7	241,9	0,5	0,0	242,4	9,7%	27,6%
Autres Secteurs (Protection de l'environnement, Loisirs, Culture et Culte, Protection Sociale)	294,2	309,8	102,4	5,5	0,0	107,9	4,3%	34,8%
TOTAL GENERAL	5 813,3	5 913,3	2 293,0	149,0	48,8	2 490,7	100,0%	42,1%

Source : -DGBF-DGTCP

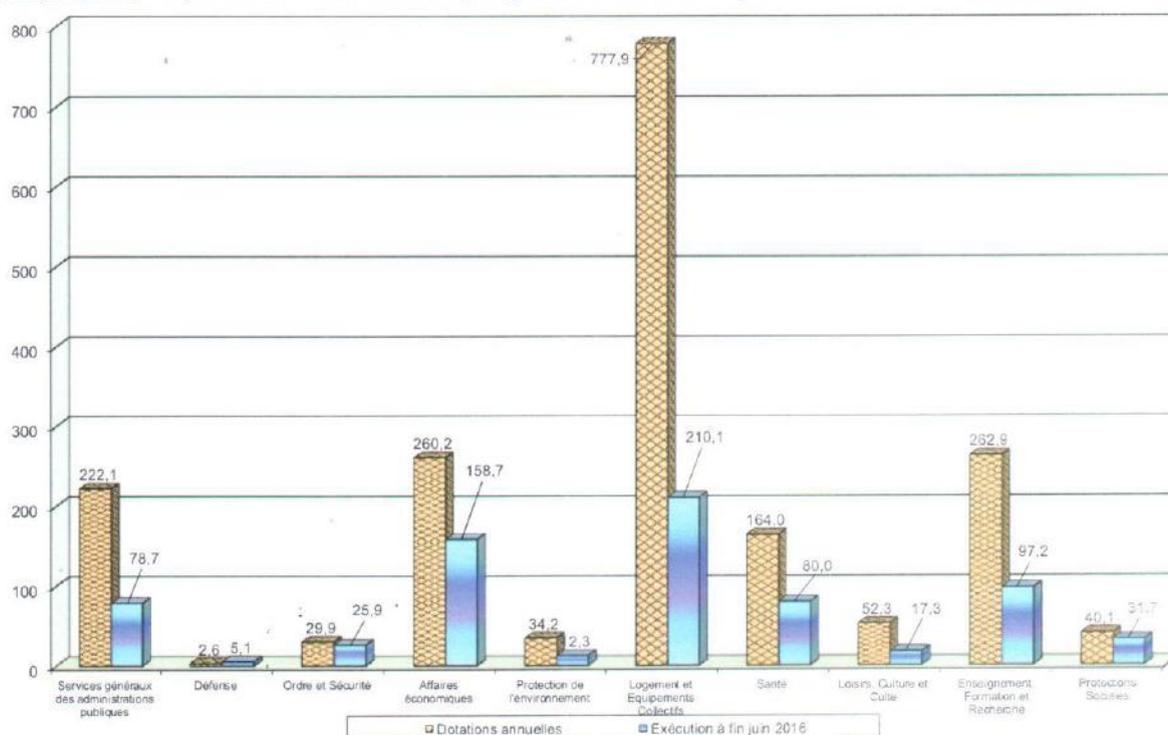
Graphique 3 : Exécution des dépenses du budget de l'Etat par grande fonction à fin juin 2016



Source : -DGBF-DGTCP

De façon spécifique, les **dépenses d'investissement** par grandes fonctions y compris les dépenses au titre du Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR), du Fonds d'Entretien Routier (FER) ainsi que les dépenses post-crise, s'établissent globalement à 717 milliards pour 1 846,2 milliards de dotations annuelles. Elles portent entre autres sur les logements et équipements collectifs (210,1 milliards), les affaires économiques (158,7 milliards), l'enseignement, la formation et la recherche (97,2 milliards). Le graphique ci-dessous présente la répartition des dépenses d'investissement par grande fonction.

Graphique 4 : Dépenses d'investissement par grande fonction à fin juin 2016



Source : -DGBF-DGTCP

2.4 Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres

Dans la vision du Gouvernement qui est de rendre la croissance économique plus inclusive, un accent particulier est mis sur les dépenses contribuant à la lutte contre la pauvreté et les disparités sociales. Ainsi, les dépenses pro-pauvres se sont établies à fin juin 2016 à 922,2 milliards pour un objectif plancher de 887,7 milliards, soit un taux d'exécution de 103,9%.

Tableau 5 : Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin juin 2016

En milliards de FCFA

Domaines	2015	2016		Réalisation	Taux d'exécution
	Réalisation juin	Objectif annuel	Objectif juin		
01 Agriculture et développement rural	71,9	96,2	34,5	57,2	165,6%
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	3,6	9,6	4,4	3,3	75,0%
03 Education ³	506,2	1190,9	553	527,2	95,3%
04 Santé ⁴	118,7	351,9	152,3	172,5	113,3%
05 Eau et Assainissement	31	89,1	38	35,7	93,9%
06 Energie	33,7	38,4	18,2	16,1	88,5%
07 Routes et ouvrages d'art	54,6	120,7	47,2	66,4	140,7%
08 Affaires Sociales	11,9	24,1	11,9	13,4	112,6%
09 Décentralisation	24,1	61,2	22	25	113,6%
10 Reconstructions et réhabilitations	8,3	5,2	1,5	0	0,0%
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	1,5	11,2	4,7	5,3	112,8%
TOTAL	865,5	1998,5	887,7	922,2	103,9%

Source : DGBF-DGTCP

³ Il s'agit ici des dépenses de lutte contre la pauvreté dans le domaine de l'éducation-formation qui excluent les dépenses des cabinets ministériels considérées comme non pro-pauvres.

⁴ Il s'agit ici des dépenses de lutte contre la pauvreté dans le domaine de la santé, qui excluent les dépenses des cabinets ministériels considérées comme non pro-pauvres.

III- ANALYSE DES PAIEMENTS EFFECTUES

Les paiements effectués au cours du premier semestre 2016 sont résumés dans le tableau 6 ci-après.

Tableau 6 : Etat des paiements effectués par les comptables par nature de dépenses à fin juin 2016

(En milliards F CFA)

	Budget voté	Budget actuel	Exécution	Paiements (*)
Dettes Publiques	1 259,9	1 259,9	563,3	563,3
Dette intérieure	778,3	778,3	320,0	320,0
Dette extérieure	481,5	481,5	243,3	243,3
Dépenses Ordinaires	2 468,2	2 468,3	1 210,5	1 087,4
Personnel	1 428,9	1 428,6	691,5	691,5
Subventions et transferts	372,9	383,7	171,4	129,7
Autre dépenses ordinaires	666,4	656,0	347,6	266,2
Dépenses d'Investissement (y/c FIMR et FER)	1 746,3	1 846,2	717,0	392,7
Trésor	1 028,1	1 084,4	464,1	387,7
Don	218,5	229,2	77,5	1,8
Emprunt	499,7	532,6	175,4	3,2
Comptes spéciaux du trésor	338,9	338,9	0,0	0,0
TOTAL GENERAL	5 813,3	5 913,3	2 490,7	2 043,4

(*) Les paiements correspondent ici aux mandats mis en règlement au Trésor et les autres opérations de trésorerie.

Source : DGBF-DGTCP

IV- EVOLUTION DES INDICATEURS DE SUIVI BUDGETAIRES

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs budgétaires de suivi.

Tableau 7 : Evolution des indicateurs de suivi budgétaire

(En milliards de FCFA)

Repères indicatifs	Fin juin 2016		Fin décembre 2016
	Projection	Réalisation	Objectif
Plancher sur les dépenses pro-pauvres	887,7	922,2	1 998,5
Plancher des recettes budgétaires de l'Etat	1 794,8	1 914,3	3 872,7

Source : DGBF

4.1 Plancher sur les dépenses pro-pauvres

A fin juin 2016, le niveau des dépenses pro-pauvres est estimé à 920,5 milliards pour un niveau projeté de 887,7 milliards. Ces dépenses enregistrent un taux d'exécution de 103,7%.

4.2 Plancher sur les recettes budgétaires

A fin juin 2016, les recettes budgétaires de l'Etat se chiffrent à 1 914,3 milliards contre un niveau attendu de 1 794,8 milliards, soit une plus-value de 119,5 milliards liée essentiellement au bon recouvrement enregistré sur les recettes fiscales.

CONCLUSION

Au terme du premier semestre 2016, la mobilisation des recettes budgétaires a été relativement supérieure aux projections, tandis que les dépenses ont été contenues dans les niveaux prévus, dégagant des soldes budgétaires reflétant la maîtrise de l'équilibre budgétaire.

Pour le reste de l'année 2016, les efforts de suivi et d'encadrement des acteurs de la gestion des finances publiques devraient permettre de maintenir la dynamique du premier semestre en termes de mobilisation des recettes et de maîtrise des dépenses de fonctionnement, tout en améliorant le rythme d'exécution des investissements.

Telle est l'économie de la présente Communication relative à l'exécution budgétaire à fin juin 2016, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

LE MINISTRE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,
CHARGE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT



Abdourahmane CISSE

LE MINISTRE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,
CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Adama KONE

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE
(Etat de réalisation à fin juin 2016)

En milliards de FCFA)

LIBELLE	Budget initial	Fin juin		LIBELLE	Budget initial	Fin juin	
		Objectif	Réalisation			Objectif	Réalisation
RESSOURCES BUDGETAIRES	5 474,4	2 360,2	2 618,2	DEPENSES BUDGETAIRES	5 474,4	2 555,6	2 442,0
Ressources intérieures	4 538,5	2 028,0	2 291,5	Dettes publiques	1 259,9	566,4	563,3
Recettes fiscales	3 091,5	1 488,4	1 593,0	Dettes intérieures	778,3	325,6	320,0
DGI	1 633,2	781,3	807,2	<i>Principal</i>	631,9	232,6	232,6
<i>dont FER</i>	26,3		9,2	<i>Intérêts</i>	146,5	93,0	87,4
TRESOR	6,4	3,2	5,7	Dettes extérieures	481,5	240,8	243,3
DGD (Hors PCC, PCS et SGS)	1 451,9	703,8	780,1	<i>Principal</i>	309,9	155,2	152,2
<i>dont FER</i>	62,5		33,8	<i>Intérêts</i>	171,6	85,6	91,1
Recettes non fiscales	255,4	28,6	43,6	Dépenses ordinaires	2 444,3	1 132,7	1 112,1
Privatisation et vente d'actifs	30,5	0,0	0,0	Personnel	1 428,9	716,6	691,5
Transfert des entreprises	0,7	0,0	0,4	Abonnement	72,9	34,9	34,0
Revenus du domaine DGI	23,2	12,0	15,0	Subventions et transferts	367,1	164,9	171,4
Licences de télécommunication	150,0	0,0	0,0	Autres dépenses de fonctionnement	575,5	216,3	215,2
Intégration ressources additionnelles C2D	0,0	0,0	0,0	<i>Carburant Armée</i>	12,5	6,3	0,0
Fonds d'investissement en milieu rural	13,9	7,0	3,4	<i>dépenses sociales ciblées</i>	6,8	1,7	0,5
Autres recettes non fiscales	37,1	9,6	24,8	<i>Charges de fonctionnement des services</i>	556,2	208,3	214,7
Emprunts sur marchés monétaire et financier	1 191,6	511,0	654,9	Dépenses de sécurité et élections	29,0	14,5	62,1
Emprunts obligataires		270,0	279,9	Financement intérieur	29,0	14,5	62,1
Bons et obligations du Trésor		241,0	375,0	<i>dont investissement</i>	5,2	0,0	12,6
Eurobonds		0,0	0,0	Financement extérieur	0,0	0,0	0,0
Ressources extérieures	935,9	332,2	326,7	Dépenses d'investissement	1 741,2	841,9	704,4
Appuis budgétaires	217,7	0,0	73,8	Financement intérieur	1 023,0	509,7	451,6
FMI	0,0	0,0	0,0	<i>Programme présidentiel d'Urgence</i>	132,0	66,0	66,0
Banque Mondiale	55,0	0,0	0,0	<i>Construction barrage de Soubré</i>	14,2	7,1	7,1
AFD (C2D)	147,6	0,0	73,8	<i>Projets C2D</i>	147,6	73,8	44,1
BAD		0,0	0,0	<i>Couverture Maladie Universelle (CMU)</i>	10,2	11,7	10,2
UE	15,1			<i>Construction 3e pont</i>	0,0	0,0	0,0
Financement extérieur	718,2	332,2	252,9	<i>Investissement FIMR</i>	13,9	44,4	1,8
Dons-programmes		0,0	0,0	Financement extérieur	718,2	332,2	252,9
Dons-projets	218,5	95,5	77,5	<i>Dons-projets</i>	218,5	95,5	77,5
Emprunts-projets	499,7	236,7	175,4	<i>Emprunts-projets</i>	499,7	236,7	175,4
OPERATIONS DE TRESORERIE (II)		47,4	48,8	OPERATIONS DE TRESORERIE (II)		47,4	48,8
Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA		40,4	40,4	Remboursement de crédits de TVA		40,4	40,4
TVA secteur électricité		6,9	8,3	Reversement TVA au secteur électricité		6,9	8,3
TOTAL GENERAL	5 474,4	2 407,5	2 666,9	TOTAL GENERAL	5 474,4	2 603,0	2 490,7

ANNEXE 2
EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES
(Etat de réalisation à fin juin 2016)

En milliards de FCFA

LIBELLES	FIN JUIN		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	1 488,4	1 593,0	104,6
<u>DGI</u>	<u>781,3</u>	<u>807,2</u>	<u>25,9</u>
Impôts directs	440,6	453,8	13,1
BIC pétrole et gaz	25,5	28,7	
- BIC pétrole	0,0	8,2	
- BIC gaz	25,5	20,5	-5,0
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	415,1	425,0	
- BIC hors pétrole	170,3	164,4	-5,8
- Impôt synthétique et AIRSI	10,6	10,1	-0,5
Impôts sur revenus et salaires	198,7	210,8	12,1
Contribution pour la sortie de crise (ex CRN)	0,0	0,1	
Impôts fonciers	0,0	6,8	6,8
Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	35,5	32,8	-2,7
Impôts indirects	340,7	353,4	12,8
TVA (hors part secteur électricité)	150,6	151,9	1,2
TOB	27,3	27,8	0,5
Taxes sur boissons et tabacs	19,8	18,0	-1,9
Droits d'enregistrement et de timbre	82,4	100,0	17,6
<i>dont enregistrement café cacao</i>	57,2	73,1	16,0
Patentes et Licences	6,7	6,8	0,1
Taxes d'exploitation pétrolière	0,0	3,5	
Taxe d'exploitation du gaz	11,6	8,8	-2,8
Taxes sur les télécommunications	29,4	24,5	-4,9
Taxes spéciales sur les consommations téléphoniques	11,8	11,0	-0,8
Accises et autres taxes indirectes	0,9	1,1	
<u>TRESOR</u>	<u>3,2</u>	<u>5,7</u>	<u>2,5</u>
Impôts directs	2,6	5,1	2,5
Impôts sur revenus et salaires	2,6	5,1	2,5
Impôts fonciers (y/c RS 15% Loyer)	0,0	0,0	
Impôts indirects	0,6	0,6	0,0
Timbres et vignettes	0,6	0,6	
Autres indirects	0,0	0,0	
<u>DGD (hors PCC, PCS et SGS)</u>	<u>703,8</u>	<u>780,1</u>	<u>76,2</u>
Droits et taxes à l'importation	494,2	554,3	60,1
Taxes sur produits pétroliers	128,4	188,1	59,7
Taxes hors produits pétroliers (hors SGS, PCS et PCC)	365,8	366,2	0,4
Taxes à l'exportation	209,7	225,8	16,2

ANNEXE 3 :

SITUATION DES DEPENSES PAR SECTEUR ET PAR FONCTION
(Situation à fin juin 2016)

(en F CFA)

Secteurs et fonctions	Budget voté	Budget Actuel	Exécution SIGFIP		Avances	Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement (*)
			Engagements	Ordonnancements					
Service de la dette publique	1 259 862 950 700	1 259 862 950 700	563 279 200 000	563 279 200 000			563 279 200 000	563 279 200 000	563 279 200 000
- Dette publique intérieure	778 345 855 409	778 345 855 409	319 970 190 000	319 970 190 000			319 970 190 000	319 970 190 000	319 970 190 000
- Dette publique extérieure	481 517 095 291	481 517 095 291	243 309 010 000	243 309 010 000			243 309 010 000	243 309 010 000	243 309 010 000
Services généraux des administrations publiques	1 040 019 047 203	1 017 027 862 464	297 320 646 556	288 394 012 671	73 570 387 584	48 757 000 000	410 721 400 255	251 682 653 737	374 010 041 321
Institutions	125 709 910 020	142 546 682 428	83 122 985 553	83 116 858 228	53 080 000 000		136 196 858 228	81 882 961 674	134 962 961 674
Services Généraux	914 309 137 183	874 481 180 036	214 197 661 003	205 277 154 443	20 490 387 584	48 757 000 000	274 524 542 027	169 799 692 063	239 047 079 647
Défense	252 295 173 288	252 327 823 907	105 936 369 425	104 587 248 262	42 589 188 242		147 176 436 504	95 013 866 594	137 603 054 836
Services militaires	119 402 319 402	119 453 970 021	44 853 484 388	44 213 709 366			44 213 709 366	43 110 626 914	43 110 626 914
Services de gendarmerie	61 633 249 393	61 641 249 393	31 670 961 130	31 449 105 488			31 449 105 488	31 145 846 326	31 145 846 326
Autres Affaires Militaires	71 259 604 493	71 232 604 493	29 411 923 907	28 924 433 408	42 589 188 242		71 513 621 650	20 757 393 354	63 346 581 596
Ordre et Sécurité	193 687 029 113	192 929 931 546	82 488 671 610	81 597 430 587	11 105 000 000		92 702 430 587	88 962 660 465	100 067 660 465
Service de Police	133 073 595 908	133 790 840 150	60 028 909 795	59 546 651 575	11 105 000 000		70 651 651 575	56 874 147 247	67 979 147 247
Services judiciaires	55 454 503 003	53 980 161 194	21 776 793 486	21 591 239 707			21 591 239 707	16 044 256 609	16 044 256 609
Etablissements Pénitenciers et Education surveillées	5 158 930 202	5 158 930 202	682 968 329	459 539 305			459 539 305	16 044 256 609	16 044 256 609
Affaires Économiques	331 161 491 976	363 325 720 386	190 017 664 157	180 812 595 821	15 154 776 174		195 967 371 995	58 949 585 214	74 104 361 388
Activités Végétales et Halieutiques	107 057 673 829	133 578 610 650	71 673 037 854	64 554 973 933	181 000 000		64 735 973 933	24 615 933 302	24 796 933 302
Activités Minières et Énergétiques	4 094 199 406	4 105 701 406	1 634 158 535	1 553 692 593			1 553 692 593	594 074 840	594 074 840
Activités de transport et télécommunication	139 295 961 235	142 201 800 935	89 559 901 613	89 376 802 606	14 973 776 174		104 350 578 780	16 638 676 262	31 612 452 436
Activités Industrielles et autres Services	80 713 657 506	83 439 607 395	27 150 566 155	25 327 126 689			25 327 126 689	17 100 900 810	17 100 900 810
Protection de l'environnement	105 473 986 268	109 471 593 763	25 410 920 196	24 977 832 511	1 900 200 000		26 878 032 511	21 908 191 607	23 808 391 607
Logement et Equipements Collectifs	857 224 305 645	877 698 619 072	260 623 751 368	241 855 836 319	548 000 000		242 403 836 319	105 244 530 730	105 792 530 730
Santé	349 675 653 821	378 979 894 531	176 927 116 201	164 992 476 423	530 000 000		165 522 476 423	104 689 766 839	105 219 766 839
Loisirs, Culture et Culte	104 239 455 347	110 078 954 756	36 829 809 260	36 361 556 180	3 627 000 000		39 988 556 180	28 211 023 937	31 838 023 937
Enseignement, Formation et Recherche	1 235 253 446 798	1 261 342 014 782	572 642 859 730	565 070 302 033			565 070 302 033	508 691 993 767	508 691 993 767
Protection Sociale	84 439 489 455	90 293 484 681	42 012 600 668	41 023 671 892			41 023 671 892	18 956 202 344	18 956 202 344
TOTAL GENERAL	5 813 332 029 614	5 913 338 850 588	2 353 489 609 171	2 292 952 162 699	149 024 552 000	48 757 000 000	2 490 733 714 699	1 845 589 675 234	2 043 371 227 234

(*) Les paiements correspondent aux mandats mis en règlement au Trésor et les opérations de trésorerie effectuées en dehors du SIGFIP

ANNEXE 4 :

ETAT DETAILLE DES DEPENSES PAR SECTEUR ET PAR FONCTION
(Situation à fin juin 2016)

(en F CFA)

Secteurs et fonctions	Budget voté	Budget actuel	Exécution SIGFIP		Avances	Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement (*)
			Engagements	Ordonnement					
Service de la dette publique	1 259 862 950 700	1 259 862 950 700	563 279 200 000	563 279 200 000			563 279 200 000	563 279 200 000	563 279 200 000
-Dette publique intérieure	778 345 855 409	778 345 855 409	319 970 190 000	319 970 190 000			319 970 190 000	319 970 190 000	319 970 190 000
-Dette publique extérieure	481 517 095 291	481 517 095 291	243 309 010 000	243 309 010 000			243 309 010 000	243 309 010 000	243 309 010 000
Services généraux des administrations publiques	1 040 019 047 203	1 017 027 862 464	297 320 646 556	288 394 012 671	73 570 387 584	48 757 000 000	410 721 400 255	251 682 653 737	374 010 041 321
Institutions	125 709 910 020	142 546 682 428	83 122 985 553	83 116 858 228	53 080 000 000		136 196 858 228	81 882 961 674	134 962 961 674
-Organismes législatifs (Assemblée)	22 802 047 091	25 152 899 699	15 432 088 114	15 432 088 114	1 889 000 000		17 321 088 114	15 386 669 843	17 275 669 843
-Organes exécutifs (Présidence+ Primature)	80 335 249 582	93 817 897 613	54 966 663 901	54 966 036 570	51 191 000 000		106 157 036 570	53 846 165 810	105 037 165 810
-Autres institutions	22 572 613 347	23 575 885 116	12 724 233 538	12 718 733 544			12 718 733 544	12 650 126 021	12 650 126 021
Services Généraux	914 309 137 183	874 481 180 036	214 197 661 003	205 277 154 443	20 490 387 584	48 757 000 000	274 524 542 027	169 799 692 063	239 047 079 647
-Services Economiques et Financiers	241 850 010 171	247 005 425 289	87 231 350 000	80 200 297 098	12 479 387 584	48 757 000 000	141 436 684 682	60 194 362 001	121 430 749 585
-Autres Services	672 459 127 012	627 475 754 747	126 966 311 003	125 076 857 345	8 011 000 000		133 087 857 345	109 605 330 062	117 616 330 062
-Services des Affaires Extérieures	138 631 457 738	140 525 990 072	42 763 165 927	42 472 798 436	7 306 000 000		49 778 798 436	58 835 293 038	66 141 293 038
Défense	252 295 173 288	252 327 823 907	105 936 369 425	104 587 248 262	42 589 188 242		147 176 436 504	95 013 866 594	137 603 054 836
Services militaires	119 402 319 402	119 453 970 021	44 853 484 388	44 213 709 366			44 213 709 366	43 110 626 914	43 110 626 914
Services de gendarmerie	61 633 249 393	61 641 249 393	31 670 961 130	31 449 105 488			31 449 105 488	31 145 846 326	31 145 846 326
Autres Affaires Militaires	71 259 604 493	71 232 604 493	29 411 923 907	28 924 433 408	42 589 188 242		71 513 621 650	20 757 393 354	63 346 581 596
Ordre et Sécurité	193 687 029 113	192 929 931 546	82 488 671 610	81 597 430 587	11 105 000 000		92 702 430 587	88 962 660 465	100 067 660 465
Service de Police	133 073 595 908	133 790 840 150	60 028 909 795	59 546 651 575	11 105 000 000		70 651 651 575	56 874 147 247	67 979 147 247
Services judiciaires	55 454 503 003	53 980 161 194	21 776 793 486	21 591 239 707			21 591 239 707	16 044 256 609	16 044 256 609
Etablissements Pénitenciers et Education surveillées	5 158 930 202	5 158 930 202	682 968 329	459 539 305			459 539 305	16 044 256 609	16 044 256 609
Affaires Économiques	331 161 491 976	363 325 720 386	190 017 664 157	180 812 595 821	15 154 776 174		195 967 371 995	58 949 585 214	74 104 361 388
Activités Végétales et Halieutiques	107 057 673 829	133 578 610 650	71 673 037 854	64 554 973 933	181 000 000		64 735 973 933	24 615 933 302	24 796 933 302
-Agriculture	96 047 508 752	121 063 575 026	68 224 274 757	61 488 292 800			61 488 292 800	21 791 082 208	21 791 082 208
-Elevage	11 010 165 077	12 515 035 624	3 448 763 097	3 066 681 133	181 000 000		3 247 681 133	2 824 851 094	3 005 851 094
Activités Minières et Énergétiques	4 094 199 406	4 105 701 406	1 634 158 535	1 553 692 593			1 553 692 593	594 074 840	594 074 840
Activités de transport et télécommunication	139 295 961 235	142 201 800 935	89 559 901 613	89 376 802 606	14 973 776 174		104 350 578 780	16 638 676 262	31 612 452 436
Activités Industrielles et autres Services	80 713 657 506	83 439 607 395	27 150 566 155	25 327 126 689			25 327 126 689	17 100 900 810	17 100 900 810
Protection de l'environnement	105 473 986 268	109 471 593 763	25 410 920 196	24 977 832 511	1 900 200 000		26 878 032 511	21 908 191 607	23 808 391 607
Lutte contre la pollution et Protection de l'environnement	67 105 937 741	71 198 662 649	12 107 863 659	11 891 474 884	1 900 000 000		13 791 474 884	9 688 706 419	11 588 706 419
Protection faune et flore	38 368 048 527	38 272 931 114	13 303 056 537	13 086 357 627	200 000		13 086 557 627	12 219 485 188	12 219 685 188
Logement et Equipements Collectifs	857 224 305 645	877 698 619 072	260 623 751 368	241 855 836 319	548 000 000		242 403 836 319	105 244 530 730	105 792 530 730
Alimentation en eau	93 502 549 440	109 695 718 143	23 741 290 089	23 417 115 841			23 417 115 841	22 334 201 049	22 334 201 049
Electrification	195 586 533 425	195 625 333 425	67 153 025 720	67 142 679 068			67 142 679 068	9 376 200 000	9 376 200 000
Infrastructures routières	441 801 093 646	442 721 093 646	99 855 319 468	97 581 735 497			97 581 735 497	26 095 090 071	26 095 090 071
Batiments administratifs et logements	16 877 056 793	25 067 265 200	7 919 960 063	3 714 260 327	548 000 000		4 262 260 327	3 488 586 153	4 036 586 153
Equipements des Collectivités Territoriales	4 870 539 261	5 615 033 989	2 733 142 280	2 609 091 063			2 609 091 063	2 360 099 193	2 360 099 193
Autres	104 586 533 080	98 974 174 669	59 221 013 748	47 390 954 523			47 390 954 523	41 590 354 264	41 590 354 264

(*) Les paiements correspondent aux mandats mis en règlement au Trésor et les opérations de trésorerie effectuées en dehors du SIGFIP

ANNEXE 4 (suite et fin) :

ETAT DETAILLE DES DEPENSES PAR SECTEUR ET PAR FONCTION
(Situation à fin juin 2016)

(en F CFA)

Secteurs et fonctions	Budget voté	Budget actuel	Exécution SIGFIP		Avances	Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement (*)
			Engagements	Ordonnancement					
Santé	349 675 653 821	378 979 894 531	176 927 116 201	164 992 476 423	530 000 000		165 522 476 423	104 689 766 839	105 219 766 839
Médicaments et matériels biomédicaux	15 367 407 424	22 068 160 972	4 144 722 241	2 289 926 720			2 289 926 720	1 116 410 371	1 116 410 371
Services de santé de base et secondaire	20 390 927 888	17 871 045 002	4 329 015 543	3 148 662 960			3 148 662 960	414 443 153	414 443 153
Formation Agents de santé	11 109 612 007	11 102 912 007	5 115 994 766	5 100 077 217			5 100 077 217	2 790 828 617	2 790 828 617
CHU, Centres de Santé Spécialisés	60 688 119 304	61 697 156 253	28 248 683 302	28 107 650 499			28 107 650 499	25 974 204 488	25 974 204 488
Autres affaires liées à la santé	242 119 587 198	266 240 620 297	135 088 700 349	126 346 159 027	530 000 000		126 876 159 027	74 393 880 210	74 923 880 210
Loisirs, Culture et Culte	104 239 455 347	110 078 954 756	36 829 809 260	36 361 556 180	3 627 000 000		39 988 556 180	28 211 023 937	31 838 023 937
Affaires culturelles	19 959 102 268	20 073 801 128	7 525 549 665	7 348 540 675			7 348 540 675	7 058 356 894	7 058 356 894
Affaires Sportives	42 796 363 121	42 796 363 121	9 600 635 134	9 490 189 284	3 627 000 000		13 117 189 284	6 519 858 511	10 146 858 511
Communication	19 659 662 635	20 364 462 484	5 472 732 808	5 340 213 124			5 340 213 124	5 067 608 352	5 067 608 352
Autres	21 824 327 323	26 844 328 023	14 230 891 653	14 182 613 097			14 182 613 097	9 565 200 180	9 565 200 180
Enseignement, Formation et Recherche	1 235 253 446 798	1 261 342 014 782	572 642 859 730	565 070 302 033			565 070 302 033	508 691 993 767	508 691 993 767
Enseignement de base	520 976 815 978	522 807 786 508	167 361 857 209	165 249 775 073			165 249 775 073	161 040 630 300	161 040 630 300
Formation continue des adultes	13 631 124 013	13 631 124 013	10 522 017 545	10 396 884 013			10 396 884 013	8 769 285 956	8 769 285 956
Enseignement Secondaire	290 127 144 595	290 556 786 885	186 270 912 387	184 563 589 580			184 563 589 580	164 770 911 272	164 770 911 272
Enseignement Supérieur	194 048 838 300	203 740 043 544	127 042 791 418	125 201 975 833			125 201 975 833	108 676 517 824	108 676 517 824
Enseignement Technique et Professionnelle	103 514 285 023	117 825 265 129	36 100 518 703	34 580 517 181			34 580 517 181	28 371 087 387	28 371 087 387
Recherche	20 537 175 095	21 383 875 095	8 942 528 386	8 942 153 386			8 942 153 386	3 743 925 053	3 743 925 053
Autres	92 418 063 794	91 397 133 608	36 402 234 082	36 135 406 967			36 135 406 967	33 319 635 975	33 319 635 975
<i>dont transport des élèves et étudiants</i>	<i>9 900 000 000</i>	<i>9 900 000 000</i>	<i>2 475 000 000</i>	<i>2 475 000 000</i>			<i>2 475 000 000</i>		
Protection Sociale	84 439 489 455	90 293 484 681	42 012 600 668	41 023 671 892			41 023 671 892	18 956 202 344	18 956 202 344
Protection des enfants et handicapés	10 363 627 047	8 053 758 397	5 012 511 912	4 730 459 901			4 730 459 901	4 550 342 776	4 550 342 776
Lutte contre le Chômage et l'exclusion	44 419 028 605	51 112 855 476	20 219 993 659	20 084 678 074			20 084 678 074	3 535 213 034	3 535 213 034
Service civique et réinsertion									
Pension de retraite	6 674 701 184	6 674 701 184	340 469 714	340 469 714			340 469 714	340 469 714	340 469 714
<i>dont déficit CGRAE</i>	<i>17 200 000 000</i>		<i>17 110 000 000</i>	<i>17 100 000 000</i>			<i>17 100 000 000</i>		
Autres protection sociale	22 982 132 619	24 452 169 624	16 439 625 383	15 868 064 203			15 868 064 203	10 530 176 820	10 530 176 820
TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	5 813 332 029 614	5 913 338 850 588	2 353 489 609 171	2 292 952 162 699	149 024 552 000	48 757 000 000	2 490 733 714 699	1 845 589 675 234	2 043 371 227 234

(*) Les paiements correspondent aux mandats mis en règlement au Trésor et les opérations de trésorerie effectuées en dehors du SIGFIP

ANNEXE 5 :
SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PAR MINISTERE ET INSTITUTION
(Situation à fin juin 2016)

(en F CFA)

MINISTERE / INSTITUTION	Budget voté	Budget Actuel	Exécution SIGFIP		Avances	Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement (*)
			Engagements	Ordonnement					
01 REPRESENTATION NATIONALE	22 802 047 091	25 152 899 699	15 432 088 114	15 432 088 114	1 889 000 000		17 321 088 114	15 386 668 843	17 275 669 843
02 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	92 000 493 903	106 576 967 207	65 947 284 402	65 946 657 071	50 308 000 000		116 254 657 071	65 259 376 456	115 567 376 456
03 CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	4 230 546 081	4 230 546 081	3 162 978 382	3 162 978 382			3 162 978 382	3 151 242 066	3 151 242 066
05 GRANDE CHANCELLERIE	1 681 668 352	1 681 668 352	1 180 352 478	1 180 352 478			1 180 352 478	1 179 214 632	1 179 214 632
06 PRIMATURE ET SERVICES RATTACHÉS	74 938 816 364	74 836 921 370	37 420 075 157	37 420 075 157	883 000 000		38 303 075 157	31 569 777 013	32 452 777 013
07 CONSEIL CONSTITUTIONNEL	2 779 395 174	2 779 395 174	1 392 475 236	1 392 475 236			1 392 475 236	1 383 630 627	1 383 630 627
08 MEDIATURE	1 968 150 091	2 178 350 091	1 533 813 756	1 533 813 756			1 533 813 756	1 521 052 481	1 521 052 481
10 COUR DES COMPTES	1 769 012 605	1 922 548 810	886 687 415	886 687 415			886 687 415	886 687 415	886 687 415
11 COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE	22 424 502 816	28 924 502 816	22 795 933 559	22 795 933 559			22 795 933 559	10 691 564 149	10 691 564 149
12 MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	1 374 753 730 468	1 374 861 307 983	582 781 691 123	582 303 160 376	5 204 186 148		587 507 346 524	542 789 688 786	547 993 874 934
14 MINISTERE DU PETROLE ET DE L'ENERGIE	164 391 777 544	164 391 777 544	49 161 144 174	49 059 110 991			49 059 110 991	3 749 220 891	3 749 220 891
15 MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE L'INTERIEUR	310 039 945 695	314 415 920 862	87 660 783 089	86 859 766 549	11 105 000 000		97 964 766 549	81 698 484 627	92 803 484 627
16 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	18 276 002 532	18 635 073 087	6 520 816 632	6 296 432 053			6 296 432 053	3 721 682 156	3 721 682 156
17 MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES PUBLIQUES	58 215 747 188	56 667 258 188	21 903 151 725	21 541 425 170			21 541 425 170	15 746 452 696	15 746 452 696
18 MINISTERE DE L'AGRICULTURE	156 483 281 962	182 317 115 207	74 673 227 969	67 933 983 372			67 933 983 372	24 769 298 488	24 769 298 488
19 MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'URBANISME	21 329 461 060	26 075 802 655	8 526 902 307	7 003 322 335	548 000 000		7 551 322 335	5 737 865 009	6 285 865 009
20 MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT	22 952 184 171	29 295 258 611	16 892 438 584	16 726 689 039	705 000 000		17 431 689 039	4 665 347 729	5 370 347 729
21 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES	563 265 952 863	586 861 293 473	148 563 772 485	134 687 548 526			134 687 548 526	103 015 631 064	103 015 631 064
22 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE	836 215 940 460	835 682 023 094	355 872 778 253	351 762 238 192			351 762 238 192	327 691 933 863	327 691 933 863
24 MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	328 715 376 062	358 028 792 040	166 632 455 408	154 795 009 824	530 000 000		155 325 009 824	94 622 756 406	95 152 756 406
25 MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	79 569 891 726	80 596 624 060	38 027 441 234	37 840 763 688	7 306 000 000		45 146 763 688	37 195 585 586	44 501 585 586
26 MINISTERE DELÉGUÉ AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHARGE DE LA DEFENSE	245 377 861 794	245 417 512 413	105 899 105 133	104 524 098 098	42 589 186 242		147 113 286 340	94 734 445 227	137 323 633 469
27 MINISTERE DE LA COMMUNICATION	18 632 106 961	19 336 906 810	5 086 729 916	4 987 731 622			4 987 731 622	4 775 755 848	4 775 755 848
28 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	13 226 629 000	17 153 807 736	5 121 371 675	4 968 036 747			4 968 036 747	2 563 432 339	2 563 432 339
29 MINISTERE DES SPORTS ET LOISIRS	40 727 018 266	40 747 018 966	8 754 776 856	8 610 019 000	3 627 000 000		12 237 019 000	5 548 501 086	9 175 501 086
30 MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DU BUDGET	643 763 384 833	592 658 326 324	187 380 016 782	179 788 164 751	7 275 201 436	48 757 000 000	235 820 366 187	151 581 885 885	207 614 087 321
31 MINISTERE DES EAUX ET FORÊTS	30 493 659 876	28 043 659 876	11 475 928 110	11 271 788 690	200 000		11 271 988 690	11 058 118 588	11 058 318 588
33 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	193 182 005 089	206 148 014 333	129 251 758 777	127 406 570 692			127 406 570 692	109 127 822 939	109 127 822 939
34 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	80 613 000 598	94 251 080 704	19 718 304 176	18 188 177 833			18 188 177 833	16 117 192 801	16 117 192 801
35 MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE	13 893 853 344	14 008 552 204	5 196 052 238	5 024 320 066			5 024 320 066	4 746 324 284	4 746 324 284
37 MINISTERE DU COMMERCE	5 834 309 456	6 793 843 085	3 595 046 060	3 084 233 020			2 760 903 234	2 760 903 234	2 760 903 234
38 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES	38 389 268 775	38 451 268 775	4 165 264 438	4 027 936 386			4 027 936 386	2 672 387 681	2 672 387 681
39 MINISTERE DU TOURISME	8 539 336 365	8 539 336 365	4 871 330 064	4 606 478 005			4 606 478 005	4 524 938 262	4 524 938 262
40 MINISTERE DES TRANSPORTS	88 503 482 067	91 409 321 767	82 612 734 070	82 518 095 190	14 973 776 174		97 491 871 364	11 538 730 500	26 512 506 674
42 MINISTERE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DE L'ENFANT	17 866 141 429	18 022 547 409	11 509 751 793	10 813 998 307			10 813 998 307	8 859 939 054	8 859 939 054
44 MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS DE LA REPUBLIQUE	550 000 000	1 000 000 000	240 000 000	240 000 000			240 000 000	240 000 000	240 000 000
45 MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA COHESION SOCIALE ET DE L'INDEMNISATION DES VICTIMES	20 476 184 360	20 476 184 360	1 383 382 799	1 338 631 188			1 338 631 188	1 261 851 188	1 261 851 188
47 COUR SUPREME	8 152 693 820	8 340 029 384	3 664 977 342	3 664 977 342			3 664 977 342	3 630 849 863	3 630 849 863
48 MINISTERE DES POSTES ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	33 874 214 877	33 874 214 877	10 118 046 824	9 996 556 706			9 996 556 706	4 658 489 986	4 658 489 986
49 MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHARGE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI DES JEUNES	22 543 943 450	32 044 074 800	16 442 255 347	16 384 282 317			16 384 282 317	11 258 696 898	11 258 696 898
51 MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES	11 457 742 638	12 980 541 944	3 417 261 701	3 009 321 250	181 000 000		3 190 321 250	2 765 956 216	2 946 956 216
56 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES PUBLIQUES	2 596 470 873	2 672 818 064	608 463 175	548 992 404			548 992 404	510 987 534	510 987 534
59 MINISTERE DE L'ENTREPRENEURIAT NATIONAL, DE LA PROMOTION DES PME ET DE L'ARTISANAT	6 686 728 129	7 582 666 290	1 627 863 682	970 735 352			970 735 352	912 374 297	912 374 297
60 MINISTERE CHARGE DE L'INTEGRATION AFRICAINE	7 576 383 819	7 576 383 819	767 880 374	687 808 849			687 808 849	562 125 643	562 125 643
68 PARQUET GENERAL	1 246 007 470	1 246 007 470	626 818 935	626 818 935			626 818 935	626 818 935	626 818 935
72 MINISTERE DE LA SALUBRITE URBAINE ET DE L'ASSAINISSEMENT	50 727 896 682	53 264 862 134	3 263 029 312	3 045 658 962	1 900 000 000		4 945 658 962	1 481 853 497	3 381 853 497
73 MINISTERE DE L'HABITAT ET DU LOGEMENT SOCIAL	31 394 868 000	12 538 734 812	3 171 459 359	18 750 000			18 750 000		
74 MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	28 182 910 435	22 649 088 463	16 551 699 751	16 039 469 704			16 039 469 704	10 636 131 462	10 636 131 462
TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	5 813 332 029 614	5 913 338 850 588	2 353 489 609 171	2 292 952 162 659	149 024 552 000	48 757 000 000	2 490 733 714 699	1 845 589 675 234	2 043 371 227 234

(*) Les paiements correspondent aux mandats mis en règlement au Trésor et les opérations de trésorerie effectuées en dehors du SIGFIP.

ANNEXE 6 : ETAT D'EXECUTION DES DEPENSES SOCIALES A FIN JUIN 2016

(en millions de FCFA)

Nature de dépenses	2015	2016	
	Réalisation	Budget	Réalisation juin
DEPENSES EDUCATION	926 837,3	1 109 807,1	480 955,7
Courantes	839 991,7	934 239,0	429 397,2
Administration Centrale	665 426,4	733 656,4	349 988,8
Personnel	649 977,4	711 426,4	343 380,5
Abonnement	3 949,4	8 585,0	2 798,8
Autres Administrations Centrales	11 499,6	13 645,0	3 809,5
Structures éducatives (hors personnel)	174 565,3	200 582,5	79 258,0
Subventions aux écoles privées	92 672,4	107 585,8	44 360,2
Kits Scolaires	5 487,2	10 000,0	1 982,2
Bourses	23 668,3	21 669,5	7 616,8
Transferts aux Etablissements Publics Nationaux	23 726,2	25 135,6	11 134,0
Ecoles publiques	29 011,2	36 191,7	14 164,8
Avances non encore régularisées			150,5
Investissement	86 845,6	175 568,2	51 558,5
Administration	0,0	0,0	0,0
Construction et équipements (y compris kits pédagogiques et cantines scolaire)	86 845,6	175 568,2	51 558,5
dont prêts extérieurs	6 047,5	15 164,6	105,0
Avances non encore régularisées			
DEPENSES SANTE	252 398,6	328 715,4	155 778,7
Courantes	184 597,3	213 309,7	86 469,0
Administration Centrale	147 020,4	175 833,2	74 317,9
Personnel	121 564,1	139 423,6	68 022,1
Abonnement	3 707,0	7 010,2	2 328,1
Autres Administrations Centrales	21 749,3	29 399,3	3 967,7
Structures sanitaires (hors personnel)	37 576,9	37 476,6	11 161,4
Niveau primaire et secondaire	7 864,9	11 718,9	1 986,5
Niveau tertiaire	9 071,6	9 697,7	3 401,9
Niveau quaternaire	20 239,7	14 773,2	5 674,6
Autres	400,7	1 286,8	98,4
Avances non encore régularisées			989,8
Investissement	67 801,3	115 405,6	69 309,7
Administration	471,5	1 548,3	99,0
Construction et équipements	67 329,8	113 857,3	69 210,6
dont prêts extérieurs	19 284,0	45 918,3	53 341,8
Avances non encore régularisées			
TOTAL	1 179 235,8	1 438 522,5	636 734,4

NB: Il s'agit dans ce tableau uniquement des dépenses des ministères de la santé et de la lutte contre le SIDA et de tous les ministères du domaine Education-Formation (Enseignement supérieur et recherche, Education nationale et enseignement technique et Formation professionnelle). Cette configuration de l'annexe 9 a été définie conjointement avec les partenaires (FMI, Banque mondiale) depuis les gestions budgétaires 2004-2005.

ANNEXE 7 : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES A FIN JUIN 2016

(En FCFA)

DOMAINES	2015	2016		
	REALISATION	Budget	Objectif fin juin	Exécution FIN JUIN
01 Agriculture et développement rural	111 157 837 633	96 186 704 508	34 514 603 905	57 169 704 486
01.0 Administration générale	47 652 176 330	49 353 735 500	20 516 201 457	21 164 572 603
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	23 981 774 265	14 923 986 317	6 198 197 236	19 596 251 394
01.2 Formation et encadrement	19 436 590 683	11 988 356 391	5 439 992 283	5 442 976 252
01.3 Aménagement hydro-agricole	9 189 822 550	6 020 626 300	2 360 212 930	7 578 513 151
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR, FIMR)	10 897 473 805	13 900 000 000		3 387 391 086
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	9 801 338 621	9 576 542 638	4 361 357 135	3 328 294 065
02.0 Administration générale / formation et encadrement	6 628 091 355	5 057 879 669	2 485 450 560	2 783 228 858
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	2 683 492 610	1 904 712 969	735 335 652	503 925 212
02.2 Pêche et aquaculture	489 754 656	2 613 950 000	1 140 570 922	41 139 995
03 Education	991 618 543 157	1 190 927 291 146	552 963 959 680	527 202 594 859
03.0 Administration générale	26 220 760 156	37 034 447 321	18 706 084 578	18 135 764 939
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	399 713 539 373	520 137 329 671	241 286 031 207	164 551 370 195
03.2 Alphabétisation	345 804 014	619 014 915	215 318 749	
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	320 885 672 695	369 635 511 146	175 267 791 529	194 734 142 757
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	197 952 766 919	220 000 988 093	97 913 733 619	128 031 316 968
03.5 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Education	46 500 000 000	43 500 000 000	19 575 000 000	21 750 000 000
04 Santé	279 499 757 527	351 866 819 806	152 317 984 280	172 545 621 808
04.00 Administration générale santé	133 395 930 970	161 615 775 161	75 628 381 064	73 883 281 831
04.01 Système de santé primaire	62 301 953 930	74 021 296 825	29 242 479 272	27 917 920 332
04.02 Soins de santé préventive (programme élargi de vaccination)	2 874 340 018	2 857 198 977	805 831 339	164 683 366
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	5 302 477 154	38 739 798 499	15 056 286 880	34 592 828 312
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	10 725 437 243	2 368 622 337	717 904 235	152 613 572
04.05 VIH/SIDA	1 794 988 867	4 245 552 504	1 579 026 521	1 790 950 123
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	43 104 629 345	48 018 575 503	20 288 074 969	24 043 344 272
04.7 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Santé	20 000 000 000	20 000 000 000	9 000 000 000	10 000 000 000
05 Eau et Assainissement	74 819 315 150	89 118 240 447	38 023 770 735	35 688 831 221
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	32 492 082 927	38 842 770 161	15 270 883 678	16 097 515 841
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	15 327 232 223	20 275 470 286	9 252 887 057	4 591 315 380
05.4 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Salubrité et Assainissement	13 500 000 000	13 500 000 000	6 075 000 000	6 750 000 000
05.5 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Eau Potable	13 500 000 000	16 500 000 000	7 425 000 000	
06 Energie	53 554 713 180	38 371 373 356	18 222 778 496	16 132 696 205
06.1 Accès à l'électricité	40 054 713 180	24 871 373 356	12 147 778 496	9 382 696 205
06.2 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Electricité	13 500 000 000	13 500 000 000	6 075 000 000	6 750 000 000
07 Routes et ouvrages d'art	155 613 116 966	120 699 921 204	47 234 658 202	66 370 075 073
07.1 Entretien pistes rurales	7 289 158 562	6 944 377 764	2 691 938 297	18 148 405 255
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	12 087 272 054	20 752 028 910	8 169 721 301	1 896 987 211
07.3 Autres travaux routiers	107 992 686 350	68 003 514 530	25 122 998 603	33 824 682 607
07.4 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Entretien et Aménagement	28 244 000 000	25 000 000 000	11 250 000 000	12 500 000 000
08 Affaires Sociales	28 782 683 711	24 124 762 874	11 891 458 194	13 423 801 102
08.0 Administration générale	23 147 629 038	17 817 353 841	8 775 146 887	10 748 497 773
08.1 Formations destinées aux femmes	507 532 657	509 904 537	245 259 392	1 200 730 670
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	2 876 309 952	3 107 994 566	1 551 313 492	621 933 712
08.3 Formation au personnel d'appui	1 928 240 216	1 793 558 930	855 648 916	784 581 047
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	322 971 848	895 951 000	464 089 507	68 057 900
09 Décentralisation	47 962 927 527	61 237 018 023	21 966 702 656	25 024 706 589
09.1 Décentralisation	47 962 927 527	61 237 018 023	21 966 702 656	25 024 706 589
10 Reconstructions et réhabilitations	14 227 787 001	5 150 000 000	1 452 482 458	
10.1 Reconstruction et réhabilitation	145 816 389	150 000 000	42 305 314	
10.2 Habitat et logements sociaux	14 081 970 612	5 000 000 000	1 410 177 144	
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	3 140 850 791	11 218 455 738	4 727 733 951	5 265 896 996
11.1 Promotion et insertion des jeunes	1 183 488 084	8 707 687 569	3 653 573 034	4 617 027 565
11.2 Appui et suivi DSRP	127 199 881	473 500 000	180 729 604	24 500 000
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	1 830 162 826	2 037 268 169	893 431 312	624 369 431
TOTAL	1 770 178 871 264	1 998 477 129 740	887 677 489 692	922 152 222 404

Source: SIGFIP-DGBF

Annexe 8 : Gestion des délais de traitement des dossiers dans le SIGFiP.

Nous relevons à fin juin 2016, une importante réduction des délais moyens de traitement des dossiers au niveau de l'ordonnateur notamment à l'engagement et à l'ordonnancement. Néanmoins, ceux relevant des autres acteurs du circuit ont été conformes aux normes même si nous notons une nette régression à l'ordonnancement au niveau du Contrôleur Financier et à la prise en charge. Cependant, des efforts restent à fournir pour réduire davantage le temps mis par les dossiers au niveau de chaque acteur.

Le tableau suivant montre pour chaque acteur de la dépense publique, la durée moyenne de traitement des dossiers à fin mars 2016.

Acteurs	Engagement		Ordonnancement		Prise en Charge	
	Durée moyenne	Normes	Durée moyenne	Normes	Durée moyenne	Normes
Ordonnateur	5 jours		6 jours			
Contrôleur financier	8 jours	8 jours	6 jours	8 jours		
Comptable					3 jours	5 jours

Source : DGBF